

« Inégalités : la grande hypocrisie française ». Entretien avec Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités

20 avril 2006



Que sait-on des inégalités en France aujourd'hui ?

Il y a énormément de choses que l'on ne sait pas, y compris des plus importantes, comme la répartition des revenus du patrimoine. On a créé l'Observatoire des inégalités pour faire pression, pour essayer d'y voir un peu plus clair.

Si on raisonne en termes de ressources, il y a deux grands types d'inégalités. Il y a d'un côté les inégalités de revenus, avec des écarts considérables entre le haut de la hiérarchie des salaires, des revenus et des patrimoines et le bas, d'autant que les revenus du patrimoine croissent plus vite que les revenus des salaires. Pour le monde du travail c'est essentiel, parce que c'est par l'entreprise que se créent les salaires. Mais on ne peut pas se contenter de montrer du doigt quelques PDG qui gagnent des centaines d'années de Smic, même si c'est insupportable.

Il est essentiel de comprendre qu'il n'y a pas que ça en termes d'inégalités, qu'il y a aussi les inégalités d'éducation. Les gens qui ont des diplômes aujourd'hui n'ont pas toujours conscience des avantages que ça procure, notamment en terme de reproduction sociale. Il n'y a rien de tel que d'être diplômé pour avoir des enfants qui seront diplômés. Il y a du côté du « capital culturel » une concentration des privilèges et des avantages. Autant les riches ne sont pas prêts à laisser une partie de leurs revenus, autant nombre de diplômés sont arc-boutés sur l'école d'avant-hier, sous prétexte de ne pas en diminuer le niveau. C'est surtout ça la grande hypocrisie française.

Quel rôle joue la perception des inégalités elles-mêmes ?

Il y a un ensemble objectif de systèmes inégalitaires qui se cumulent suivant la catégorie sociale, l'âge, le sexe, la couleur de peau... L'écart est de plus en plus grand entre les gens qui vivent bien, qui n'ont pas de souci à se faire pour leurs enfants, l'école est faite pour eux, et les gens qui sont marginalisés.

Mais les inégalités ce sont pas seulement des conditions objectives, elles fonctionnent aussi sur le ressenti des personnes. Plus la compétition est dure, plus les meilleurs ont des chances de gagner. Il n'y a rien de tel que de faire intérioriser les inégalités, de faire en sorte que les gens ne se sentent pas légitimes pour réussir. Le fait de se sentir légitime à être à une place donnée joue dans la réussite scolaire. Les inégalités sont inscrites dans les têtes, elles n'ont pas besoin d'être objectivées. Il faut donc à la fois dénoncer les inégalités et dire aux gens, « c'est trop simple de vous faire croire que vous êtes fait pour telle ou telle place »...

La montée des inégalités explique-t-elle l'explosion sociale qu'on a connue dans les banlieues en novembre 2005 ?

Pas vraiment. Il y a certes une remontée des inégalités, avec les revenus du patrimoine, et une lutte des places de plus en plus sévère à l'école. Mais ce qui peut aider à comprendre la crise des banlieues, c'est l'écart considérable entre les discours et les pratiques. Il y a pour ces jeunes une République qui proclame 2006 année de l'égalité des chances mais qui en même temps baisse les impôts de 3,5 milliards d'euros et laisse pourrir leur situation. Il y a une hypocrisie extrêmement violente et c'est la démocratie qui en prend un coup. Pire encore que des bas revenus et des bas salaires qui engendrent une pauvreté de masse, c'est le sentiment d'être méprisé, qu'on se « fout de vous », qu'on vous considère comme de la « racaille » qu'on va nettoyer au Kärcher, comme on nettoie les poubelles. Cette humiliation est insupportable. Et le ras le bol va jusqu'à l'extrême, jusqu'à brûler des voitures, des bâtiments, des équipements... ou voter Front National. Ce ne sont pas les mêmes, mais ce sont des manières de dire qu'il y en a assez.

Les inégalités dans les banlieues sont-elles plus fortes, plus exacerbées... ?

L'impression que j'ai, c'est que c'est plutôt une situation qu'on laisse pourrir, qui empire et qui au bout d'un moment explose. Il y a à un moment une conjonction d'éléments, la situation sociale qui n'est pas bonne, ces jeunes qui sont morts électrocutés, et le sentiment que le ministre de l'Intérieur leur crache dessus. La situation pourrie qui traîne, ça fait qu'il y a plusieurs générations qui ont subi, les parents vieillissent et c'est toujours très dur pour les jeunes ...

C'est la situation qu'on vit partout mais en pire, grossie à la loupe. Il y a des cités où c'est vraiment dégradé, mais c'est une petite minorité. Les cités ce sont aussi des lieux où il y a des associations qui travaillent. Les gens qui y habitent sont plus défavorisés qu'ailleurs, du coup ils ont moins de diplômes et de qualifications, sont plus souvent au chômage, et plus pauvres, mais ce ne sont pas des territoires à l'abandon, ce sont aussi des

lieux de vie, de solidarité.

Les enfants d'immigrés souffrent-ils des inégalités plus que d'autres ?

Il s'agit surtout de gens qui portent leur origine sur leur front mais sont le plus souvent français. Les jeunes des banlieues, en grande majorité aspirent à avoir un emploi, un pavillon, une voiture, une famille, à s'insérer... Ce n'est pas un problème de nationalité, on veut parler des noirs et des arabes, les « minorités visibles » comme on dit. Il y a parmi eux des communautaristes, c'est une solution de repli, mais l'immense majorité des jeunes ne sont pas des intégristes... Dans ces cités, il y a des cultures très différentes, l'origine étrangère n'est pas une forme de communauté ! Mais l'origine ajoute aux difficultés, ça se cumule avec l'origine sociale, notamment dans l'emploi. Quand on est noir ou arabe, on sait très bien que pour trouver un logement c'est plus difficile. Personne ne nie plus ça. Pour trouver un emploi, on sait que c'est l'origine sociale qui pèse pour avoir le niveau de diplôme, mais une fois qu'on a dit ça, à candidat égal on sait très bien qu'il y a des tris.

On nous dit que les parents des cités « démissionnent » vis-à-vis de l'éducation de leurs enfants...

C'est un classique du mépris de classe... On montre du doigt les parents des cités qui s'occupent moins bien de leurs enfants, mais qui a été vérifier ça, dans quelle mesure ? Dans les cités, il y a plus de gens qui sont en difficulté, donc quand vous êtes pas bien vous-même c'est un peu plus difficile de se faire respecter et quand vous trouvez que la société n'est pas bien avec vous de dire à vos enfants : « l'ordre et la société, il faut les respecter ». Dans les beaux quartiers on s'occupe peut-être un peu trop des enfants quand on les bourre de stimulants pour qu'ils réussissent ! Les enfants se laissent moins faire, ils sont plus revendicatifs et peut-être qu'on a été trop loin. L'individualisation, c'est l'autonomie d'un côté et l'égoïsme de l'autre. Les jeunes sont plus autonomes, et plus vous êtes libres plus vous avez de chance de vous confronter.

Et les inégalités face au logement ?

L'inégalité face au logement est très liée au revenu, mais il y a des catégories moyennes qui ne sont pas pauvres et qui peuvent vivre très difficilement la situation du logement, parce qu'il y a une telle flambée des prix dans les grandes villes que ça les met en difficulté. Quand vous êtes un jeune en région parisienne pour trouver un logement, si vous n'avez pas des parents derrière, comment faites-vous ? Même un jeune ménage avec des salaires moyens a beaucoup de mal à se loger.

La politique de la ville a presque 20 ans, c'est une réponse ?

La politique de la ville, c'est comme la communication d'entreprise, c'est ronflant, ça parle de choses dont on ne comprend pas bien l'objet. C'est un échec quasi complet depuis 20 ans. On découvre qu'après avoir sacrifié les maisons de quartier, les MJC, on a eu plus de violences qu'avant... Tout ce que je vois c'est qu'on manque sérieusement de logements sociaux et d'emplois pour les jeunes des quartiers, même si on peut faire des choses à niveau d'emploi équivalent. Les gens qui vous disent qu'il faut concentrer les moyens, de quoi parlent-ils ? Vous savez combien ça coûte les ZEP (zone d'éducation prioritaire) : 600 millions d'euros, et encore ça ne prend pas en compte le fait que ce sont essentiellement des jeunes profs pas chers qui y travaillent...donc les ZEP coûtent moins cher, presque rien ! 50 milliards d'euros de baisse d'impôt sur 5 ans, mettez ça dans les cités et vous verrez ce que ça fait.

Propos recueillis par Charlotte Laurent-Atthalin pour FGTE Magazine (Fédération Générale des Transports et de l'Équipement - CFDT), 4e trimestre 2005, n°31.

Photo / © jolly - Fotolia

-
- Emplacement :
 - Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Inegalites-la-grande-hypocrisie-francaise-Entretien-avec-Louis-Maurin-directeur>